

Black Friday : quinze ans après, ceux qui étaient là



Antoine Dugast

Publié le 15 avril 2026 . Lecture estimée : 11 min



Le 15 avril 2011, le Department of Justice américain saisissait les domaines de PokerStars, Full Tilt Poker et Absolute Poker. Cinq témoins racontent.

Il est des événements dont chacun se souvient exactement où il était. Pour une génération entière de professionnels du poker en ligne, le Black Friday du 15 avril 2011 est de ceux-là. Ce jour-là, le Department of Justice américain a saisi simultanément les domaines de PokerStars, Full Tilt Poker, Ultimate Bet et Absolute Poker, inculpant leurs dirigeants pour violation du UIGEA, fraude bancaire et blanchiment d'argent.

En quelques heures, l'écosystème mondial du poker en ligne basculait. Quinze ans après, cinq témoins directs, employés d'opérateurs ou joueurs professionnels, reviennent sur ce vendredi noir et ses suites.

Cédric Billot était à la tête des Live Events de PokerStars. Ce vendredi-là, il supervise un tournoi à Namur : le Belgian Poker Championship, quelques tables, quelques joueurs, un événement parmi des dizaines d'autres dans l'agenda live fourni de l'opérateur. Rien ne distingue cette journée de la précédente.

Jusqu'à l'apparition d'un reflet bleu dans la salle. Le DOJ venait de saisir les domaines des trois principaux opérateurs de poker en ligne : PokerStars, Full Tilt Poker, Ultimate Bet et Absolute Poker étaient inaccessibles d'un coup, partout dans le monde.

“ J'étais employé chez PokerStars Live Events, à Namur, pour le Belgian Poker Championship, quand tous nos ordinateurs ouverts sur le site PokerStars ont soudain affiché le logo FBI. Comptes bloqués, fonds bloqués... Panique immédiate parmi les joueurs sur place. Nous devons expliquer la situation avec quasi aucune information officielle.

Cédric Billot - Directeur Live Events PokerStars ”

Les équipes de Cédric Billot reçoivent rapidement des instructions du siège : tenir le terrain, rassurer les joueurs présents, maintenir les opérations du tournoi. Mais les informations disponibles restent rares, et les joueurs veulent des réponses que personne ne peut encore donner.

Dans les bureaux, l'onde de choc se propage doucement

Scott Byron était responsable des opérations de la salle de poker chez PokerStars. Depuis l'île de Man, en fin d'après-midi heure locale, la priorité est immédiate : les tournois en cours et les garanties à venir. »Le Black Friday a déclenché une situation de type 'tout le monde sur le pont'. Nous devons revoir chaque garantie, du plus grand au plus petit tournoi. La première question était le Sunday Million : pouvait-il maintenir une garantie d'un million de dollars ? La plupart des semaines, le prize pool dépassait deux millions. Nous avons décidé de maintenir la garantie d'un million. C'était un risque calculé, mais c'était aussi un signal envoyé au marché : PokerStars continuait, malgré les vents contraires. »



This domain name has been seized by the F.B.I. pursuant to an Arrest Warrant in Rem obtained by the United States Attorney's Office for the Southern District of New York and issued by the United States District Court for the Southern District of New York.

Conducting, financing, managing, supervising, directing, or owning all or part of an illegal gambling business is a federal crime. (18 U.S.C. § 1955)

For persons engaged in the business of betting or wagering, it is also a federal crime to knowingly accept, in connection with the participation of another person in unlawful Internet gambling, credit, electronic fund transfers, or checks. (31 U.S.C. § § 5363 & 5366)

Violations of these laws carry criminal penalties of up to five years' imprisonment and a fine of up to \$250,000.

Properties, including domain names, used in violation of the provisions of 18 U.S.C. § 1955 or involved in money laundering transactions are subject to forfeiture to the United States. (18 U.S.C. § § 981 & 1955(d))

En l'espace de quelques minutes, les joueurs américains ne peuvent plus se connecter à FullTilt ou PokerStars. À la place, il découvre cet avis du Département de la Justice américaine sifflant la fin de la partie pour des opérateurs bien connus mais illégaux aux USA.

Les équipes travaillent tout le week-end. Chaque tournoi est revu un par un. La question des joueurs américains mobilise en parallèle la direction juridique et les équipes de paiement, face à des canaux de paiement partiellement restreints par les autorités.

« Les fonds étaient en comptes ségrégués. La question n'était pas de les obtenir, mais d'établir une méthode de retrait que le gouvernement américain approuverait. Si je me souviens bien, tout a été traité par virement bancaire direct, sans retour sur carte de crédit ni portefeuille électronique. »

Dans les bureaux de Full Tilt, à Dublin : l'effondrement en direct

Thibault Richard avait rejoint Full Tilt Poker en octobre 2010, six mois avant le Black Friday. Responsable de la plateforme française, il est encore au bureau ce vendredi-là, en fin de journée européenne.

« Nous n'étions plus que deux ou trois dans l'open space » se rappelle Thibault. « Soudain, je vois le CTO courir jusqu'au bureau de Ray Bitar. Presque au même moment, on constate que les sites ont été stoppés : à la place de Full Tilt apparaissent les logos du FBI et du Department of Justice américain. »

[Alex Scott](#), arrivé deux mois plus tôt seulement, vit le même moment différemment. Ce soir-là, une fête de départ de collègue est organisée. Il se souvient bien de la tournure qu'a pris cette fête :

« Le jour du Black Friday en lui-même n'est pas ce dont je me souviens le mieux. J'ai vu la situation se développer sur le forum 2+2, vers 18h ou 19h. Il y avait une fête de départ ce soir-là, qui n'a pas duré longtemps : tout le monde était soit collé à son BlackBerry, soit déjà de retour au bureau. »

Les jours suivants surprennent Alex Scott par leur relative accalmie. La plateforme est rapidement rouverte aux joueurs hors États-Unis. Le domaine bascule du .com vers le .eu. La conviction interne est que la situation est temporaire.

« La grande majorité des gens estimait que la situation était temporaire, que le gouvernement américain faisait une démonstration de force, et que c'était une étape inévitable sur la route de la régulation américaine, pour laquelle la société faisait activement du lobbying à l'époque. Personne ne doutait que les joueurs américains seraient remboursés.

Alex Scott »

Thibault Richard décrit une période de plusieurs semaines à gérer la plateforme française dans un « environnement devenu totalement irréel ». Puis arrivent à Dublin les figures emblématiques de la marque : Chris Ferguson et Howard Lederer, travaillant à l'heure américaine avec avocats et interlocuteurs basés aux États-Unis.

Les deux hommes révèlent des comportements opposés décrit par Thibault : « Howard Lederer, après quelques semaines, sort un soir du bureau de Ray Bitar, visiblement furieux, balance son plateau-repas de la cantine et disparaît. Je ne le reverrai plus. Chris Ferguson, lui, est resté des semaines à Dublin, jusqu'au bout. »

La perte de licence : le vrai moment de rupture

La différence de réaction entre les deux opérateurs ne tient pas au hasard. PokerStars avait, dans les années précédant le Black Friday, opéré une diversification progressive vers les marchés internationaux et maintenu les fonds des joueurs sur des comptes ségrégués. À l'inverse, Full Tilt réalisait environ 90 % de son chiffre d'affaires aux États-Unis et n'avait pas ségrégué les bankrolls de ses joueurs.

Quand le DOJ a agi, les deux sociétés n'étaient pas exposées au même risque existentiel. Cette asymétrie explique pourquoi PokerStars est rapidement passé à la gestion opérationnelle quand Full Tilt entra dans la crise. Pour les deux témoins internes de Full Tilt, le vrai séisme n'est pas le 15 avril mais le moment, deux mois plus tard, où la société perd sa licence auprès de la juridiction d'Alderney.

« Je me souviens très nettement de ce moment » nous raconte Alex Scott. « Quelques instants après l'avoir appris, je croise un collègue senior dans le couloir. Nous échangeons un regard qui voulait dire : 'c'est vraiment grave.' Je n'oublierai jamais son visage à cet instant. Presque immédiatement, c'était terminé : les tables ont été fermées ce jour-là. »

La révélation qui suit est brutale : Full Tilt était techniquement insolvable depuis un mois avant le Black Friday et tentait de se redresser par l'exploitation. La perte de licence a éteint cette dernière possibilité.



Stars du jeu aux États-Unis, Howard Lederer et Chris Ferguson étaient également à la tête de FullTilt Poker et d'une équipe d'ambassadeurs qui cachait des pratiques qui ont précipité la chute de la room.

Pour Thibault Richard, la période qui s'ouvre est celle de la longue agonie de Full Tilt. Les licenciements arrivent en deux vagues. Les rumeurs de rachat s'enchaînent (Zynga, PartyPoker, la famille Tapie, Jack Binion). Les joueurs français, dont il reste l'interlocuteur public, réclament leur argent sur les forums. Il reçoit des insultes et des menaces.

« Le plus dur, c'est cette impression d'être pris au piège entre deux réalités. En interne, je vois des gens venir au bureau tous les jours, essayer de trouver des solutions. En externe, nous sommes tous traités comme des escrocs. La plupart des employés n'avaient rien à voir avec les décisions qui avaient mené à la crise, et pourtant ils en portaient toute la honte. »

Thibault Richard – Responsable de FullTilt.fr au moment du Black Friday

Du point de vue des joueurs

Sébastien Sabic et Alexandre Luneau jouaient les grosses parties online ce vendredi-là. Une part substantielle de leurs bankrolls se trouvait sur les deux principaux opérateurs touchés. Comme beaucoup de professionnels, ils doivent en quelques heures évaluer leur exposition et décider quoi faire.

« Dès les premières heures, on avait une intuition assez claire » se remémore Sébastien. « PokerStars paierait, presque à coup sûr. Full Tilt, c'était incertain. Ultimate Bet et Absolute Poker, c'était probablement perdu. Avec le recul, cette lecture était assez juste. »

Les deux joueurs parviennent à effectuer des retraits sur Full Tilt grâce à une anomalie : les retraits sont bloqués en dollars et en euros, mais restent disponibles en livres sterling pendant une courte fenêtre.



Avant le Black Friday, Sébastien et Alexandre jouaient les plus grosses tables proposées par FullTilt avec des pots pouvant atteindre plusieurs dizaines de milliers de dollars.

Un marché secondaire se développe rapidement sur les forums, notamment sur 2+2. Les soldes Full Tilt s'échangent entre 15 et 30 cents pour 1 dollar, dans un cadre sans garantie ni recours. Alexandre Luneau confirme ces mouvements : « Certains vendaient leur bankroll plusieurs fois. D'autres ne payaient jamais après avoir récupéré les fonds. Aucun cadre

légal ou de confiance. À ce moment-là, ça semblait presque optimiste d'acheter à ce prix. La plupart des gens pensaient que c'était perdu. »

Leur analyse de la mécanique de la faillite rejoint les révélations ultérieures du DOJ : Full Tilt accordait des prêts massifs à des membres de la Team Pro structurellement déficitaires, alimentant artificiellement les tables high stakes. Les pertes n'étaient jamais récupérées. Quand la liquidité s'est arrêtée, le système s'est effondré.

Ce que le Black Friday a changé

[Le rachat de Full Tilt par PokerStars](#) en juillet 2012, pour 731 millions de dollars, s'inscrit dans le cadre de l'accord négocié avec le DOJ : en acceptant de reprendre les actifs de Full Tilt et de rembourser ses joueurs, PokerStars obtenait une issue pénale favorable pour ses dirigeants.

Thibault Richard rejoindra PokerStars deux ans plus tard, chargé comme premier dossier de l'intégration de Full Tilt à Dublin. Il occupera ensuite le poste de VP Operations chez ESL FACEIT Group, avant de se consacrer au conseil en B2C gaming et consumer platforms.

Alex Scott prendra la direction du réseau MPN chez Microgaming, puis développera WPT Global jusqu'au rang de President.

Scott Byron a pris sa retraite.

Cédric Billot est toujours en poste dans l'industrie du poker live chez PokerStars quant à Sébastien Sabic et Alexandre Luneau, [ils ont depuis lancé Moon Intelligence](#).

[PokerStars](#), Full Tilt Poker, Ultimate Bet, Absolute Poker : toutes ces marques ont aujourd'hui disparu du paysage américain. On ne les retrouve plus que dans les rediffusions des vieux événements UFC, WSOP et High Stakes Poker. [PokerStars est la dernière à avoir quitté le marché américain](#).

Le marché américain du poker en ligne met une décennie à se reconstruire partiellement, État par État. PokerStars sort du marché américain dans le cadre de son accord avec le DOJ et n'y revient que des années plus tard, dans un cadre régulé fragmenté. Ultimate Bet et Absolute Poker, eux, disparaissent définitivement, laissant plus de 50 millions de dollars de dettes envers leurs joueurs : un remboursement partiel, environ 33,5 millions de dollars répartis entre 7 400 joueurs, n'interviendra qu'en 2017, financé par les surplus du fonds PokerStars. Full Tilt disparaît définitivement en 2016.

Isai Scheinberg, fondateur de PokerStars, plaide coupable devant un tribunal américain en 2020 et est condamné avec sursis.

Quinze ans après, la date du 15 avril 2011 reste dans la mémoire collective du secteur le moment de rupture fondateur : celui d'avant et celui d'après.